

un pantin par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, comme c'est le cas dans les Territoires du Nord-Ouest. Puis le ministre a déclaré désirer moins de paperasserie. Nous sommes pleinement d'accord mais permettez-moi de demander alors pourquoi le gouvernement ne la réduit pas. Pourquoi n'adopte-t-il pas des politiques et des programmes qui permettraient à notre administration de perdre de son ampleur et non de prendre de l'expansion?

• (2130)

J'ai étudié les chiffres d'embauche de la Fonction publique pour le dernier trimestre et j'avais toujours pensé que les emplois augmentaient d'environ 1,000 par mois. Or, je me suis aperçu qu'en avril 1971 cette progression nette était de l'ordre de 3,000 et d'un peu moins de 4,000 en mai 1971. Cela s'explique par les six nouveaux ministères créés par le gouvernement sous le régime du premier ministre. Et le ministre de l'Environnement pousse l'hypocrisie jusqu'à prétendre qu'il nous faut davantage de programmes et moins de paperasserie!

Le sixième sujet évoqué dans ce magnifique exposé demandait moins de présence gouvernementale et davantage d'allègements fiscaux. Au cours du débat sur la réforme fiscale, je n'ai pas entendu le ministre défendre les prospecteurs. La prospection est une activité très importante dans sa région et pourtant nous ne l'avons pas entendu défendre la cause des prospecteurs, ni demander qu'ils échappent à l'impôt sur les gains en capital, impôt qui a littéralement anéanti la prospection au Canada. Il n'est pas non plus intervenu pour critiquer les augmentations d'impôt appliquées à ses commenttants et aux autres contribuables du pays. Il a le front de se rendre dans l'Ouest et de déclarer au cours du congrès libéral qu'il préconisait une réduction d'impôt tout en approuvant hypocritement un gouvernement qui impose de nouvelles taxes!

Moins de présence gouvernementale dit-il. Et pourtant on crée davantage de conseils, de commissions, de règlements, de dispositions dans nos statuts qui donnent un pouvoir accru au gouvernement. On se mêle de plus en plus de la vie privée et de la liberté du particulier. Le ministre a l'hypocrisie de se rendre à Vancouver et d'y déclarer qu'il désire une présence gouvernementale moindre pour ensuite ne rien faire. Au lieu de faire son exposé à Vancouver, le ministre aurait dû essayer de convaincre le Cabinet des vérités qu'il contient. Encore mieux, il aurait pu prouver sa bonne foi et sa sincérité en intervenant ici pour défendre les principes de cet exposé.

Il a également déclaré que la pression fiscale va en augmentant. Puis il a ajouté le mensonge à l'hypocrisie en poursuivant que la tendance à accroître l'influence gouvernementale dans nos affaires économiques inquiète les libéraux de l'Ouest ainsi que de nombreux Canadiens d'esprit indépendant dans tout le pays. Il prétend que beaucoup de nos concitoyens reprochent à tort cette tendance à Ottawa. Peu d'entre eux comprennent que les provinces et, dans une moindre mesure les municipalités, sont les coupables. Aussi non seulement cherche-t-il à dissimuler les insuffisances de son parti mais également à en faire faussement incomber la faute aux provinces et aux municipalités en leur reprochant les excès de son propre gouvernement.

Il demande ensuite ce que les libéraux de l'Ouest voudraient qu'Ottawa fasse à ce sujet. Ils veulent, selon lui, que le gouvernement mette un frein à ses dépenses et, plus encore, qu'il s'abstienne dorénavant de recevoir des

rentrées pour compte des provinces et des municipalités et que ces deux paliers de gouvernement s'occupent de percevoir leurs propres impôts. Il sera intéressant de voir ce qu'on proposera demain lorsque la loi sur la péréquation sera débattue.

Le ministre responsable de cette loi et son secrétaire parlementaire nous ont parlé de quelque 90,000 emplois que le nouveau programme d'encouragement a créés. J'ignore ce qui se passe dans d'autres circonscriptions du pays, mais je sais ce qui se passe dans la mienne. Des centaines de milliers de dollars sont gaspillés. C'est ainsi qu'on a dépensé plus de \$17,000 pour permettre à un groupe d'Indiens de couper du bois, ce qu'ils auraient fait de toute façon pour s'employer durant l'hiver. On a également autorisé, sans l'effectuer, une dépense de \$17,600 pour qu'une autre bande d'Indiens répare des maisons sur un terrain réservé à la population indienne. La situation devient en fait si alarmante que les Indiens auxquels on alloue ces fonds se sont mis à saccager les maisons vides pour activer leurs foyers. Des milliers de dollars sont ainsi gaspillés. L'affirmation selon laquelle on a créé 90,000 emplois est un mensonge pur et simple, et plus vite les Canadiens se rendront compte que c'est leur argent qu'on gaspille, mieux ce sera.

Le ministre des Transports a voulu atténuer l'importance de ce débat et il a dit en substance qu'il était inutile. Je crois au contraire, qu'il vaut la peine, ne serait-ce que pour mettre à nu les carences du gouvernement. Il a soutenu que le chef de l'opposition n'a pas proposé d'autres solutions. Nous en avons proposé pendant presque quatre ans, dont certaines ont été acceptées, tardivement bien sûr, par le gouvernement.

Vous vous souvenez, monsieur l'Orateur, qu'en avril dernier, nous avons amorcé la discussion sur les recommandations du Conseil économique du Canada. Nous avons dit, au tout début, que le chômage pourrait atteindre un stade très critique durant l'automne. Mais le gouvernement ne nous a pas écoutés. Nos propositions ont été tout simplement écartées. Nous avions préconisé, comme nous l'avions fait déjà depuis bon nombre d'années, la suppression de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction. Nous avions préconisé également depuis avril dernier des réductions effectives d'impôt. Nous avions proposé encore d'autres mesures. Le gouvernement a cependant vu tout en rose et prétendu que l'inflation courbait l'échine, que le chômage disparaissait et que l'économie était en voie d'expansion. Toutes ces déclarations hypocrites ont été faites par un gouvernement aussi patelin que le ministre qui vient de prendre la parole.

Tout ce que le gouvernement a dit s'est révélé faux. Voilà pourquoi les jeunes d'aujourd'hui posent des questions et voilà pourquoi ils sont déçus. Le gouvernement ne dévoile pas les faits tels qu'ils sont et ne dit pas la vérité aux Canadiens. Essayez de découvrir la vérité dans cette enceinte, monsieur l'Orateur. Posez des questions aux ministres ou au premier ministre comme j'ai essayé de le faire hier. Il savait parfaitement de quoi je parlais lorsque je l'ai enrepris au sujet du groupe spécial de sécurité. Encore une fois, ce n'est pas l'appellation exacte, mais le premier ministre sait bien de quoi il s'agit. Et pourtant, il a préféré se retrancher derrière l'excuse subtile que cette appellation n'était pas correcte. Certains ministres répondent franchement aux questions, mais on les compte sur les doigts. Le ministre des Transports est généralement de ceux-là mais j'ai été déçu d'entendre son discours de ce soir parce qu'il n'a certainement pas fait preuve de la